

RAPPORT DE **DIAGNOSTIC DE CONFLITS**

 **RÉGION
ALAO TRA
MANGORO**

DISTRICT MORAMANGA – Communes ANDASIBE, MORARANO
GARA, MORAMANGA, AMPASIMPOTSY, AMBOHIBARY

**Projet d'appui a la reconciliation nationale et la
consolidation de la paix (PAPRECOP)**

JUILLET 2015

SEARCH FOR COMMON GROUND MADAGASCAR

**Avec le soutien du PNUD Madagascar et en étroite collaboration avec
des organisations de la société civile de la région Aloatra Mangoro**

Rédigé par **Hery ANDRIANTOMPOINARIVO**

CONTACT:

Hilde DEMAN

Directeur Pays

Email: hdeman@sfcg.org

Tél: +261 20 22 493 40

Koloina RANDRIAMIARY

Chargé de suivi-évaluation

Email: krandriamiary@sfcg.org

Tél: +261 20 22 493 40

TABLE DES MATIÈRES

1.	RÉSUMÉ EXÉCUTIF	4
2.	CONTEXTE	5
	2.1. Introduction	5
	2.2. Objectif d'un diagnostic de conflit	5
	2.3. Méthodologie	6
3.	EVOLUTIONS RÉCENTES DES CONFLITS	6
	3.1. Contexte local	6
	3.2. Les conflits les plus récurrents	8
	3.3 Analyse des acteurs et leurs niveaux d'influence	13
4.	MÉCANISMES POUR LA PAIX	14
	4.1. Capacités en résolution des conflits	14
	4.2. Perception des différents acteurs sur les actions des intervenants sur la résolution des conflits	16
	4.3. Espaces de dialogue	17
	4.4. Piste d'intervention pour la sécurité communautaire et pour la consolidation de la paix	18
5.	MÉCANISMES D'ALERTE PRÉCOCE	19
	5.1. Mécanisme existant d'alerte précoce	19
	5.2. Connaissance des mécanismes d'alerte précoce par la population	19
	5.3. Perceptions de l'utilité et de l'accessibilité des mécanismes d'alerte précoce	19
6.	RECOMMANDATIONS	19
	6.1. Pour la communauté :	19
	6.2. Pour SFCG et pour le projet PAPRECOP:	20
	6.3 Pour les PTF et pour les autres intervenants :	20
	6.4. Pour l'Etat malagasy :	20
	ANNEXES : BIBLIOGRAPHIE ET MÉTHODOLOGIE	21

LISTE DES GRAPHES

GRAPHE 1: Perception de la population sur le niveau de sécurité de la Région Alaotra Mangoro au niveau national et au niveau communautaire	7
GRAPHE 2: Perception des gens sur les conflits qui se manifestent les plus souvent au sein de leur communauté	8
GRAPHE 3 : principales recommandations de la communauté	18

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : Tableau des zones d'études	6
TABLEAU 2 : les conflits les plus récurrents : causes et impacts	10
TABLEAU 3 : analyse des acteurs et leurs niveaux d'influence	13
TABLEAU 4 : perception des différents acteurs sur les actions des intervenants	16

1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

SFCG met en œuvre « Projet d'Appui au Processus de Réconciliation nationale et à la Consolidation de la Paix (PAPRECOP) » dont l'objectif est de contribuer à la prévention des conflits et la sécurité communautaire à travers l'identification participative des sources de conflit, la facilitation du dialogue, des sensibilisations ciblées et un renforcement du système d'alerte précoce local. Ce rapport relate les résultats de diagnostic de conflits, mission réalisée avec les organisations de la société civile au mois de mai 2015, dans le District de Moramanga, plus précisément dans les communes rurales d'Andasibe, de Morarano Gara, d'Ampasimpotsy, d'Ambohibary ainsi que dans la commune urbaine de Moramanga.

Selon les résultats des échanges avec les participants, les **conflits les plus récurrents** et qui impactent le plus la sécurité et à la cohésion sociale sont :

1. Les conflits domestiques et/ou les conflits de ménages. Souvent ils sont liés à la migration, à l'alcoolisme et au mariage précoce,
2. Les conflits fonciers à l'instar des conflits liés à l'exploitation de la forêt ou à la compensation de la compagnie minière Ambatovy¹,
3. Quant aux cas d'insécurité, il y a le vol sous différentes formes.

Pour la **résolution de conflits**, il existe des mécanismes au niveau local. Mais il est à noter que le dialogue demeure le principal recours de la population comme mécanisme de résolution de conflit.

- Le fampihavanana² prônant le dialogue au niveau des fokontany ou au niveau des communes
- Recours aux forces de l'ordre, notamment à la gendarmerie
- Le tribunal

Pour les mécanismes pour **la sécurité communautaire**, nous pouvons énumérer :

- Le Andrimasom-pokonolona³
- Le dina⁴ une sorte d'entente sociale
- Les forces de l'ordre incluant le quartier mobile et la gendarmerie

Pour **l'alerte précoce**, les communautés, objets de notre étude, connaissent très peu ces mécanismes.

Finalement pour les **recommandations**, elles sont principalement axées sur:

- le renforcement et application du Dina, le renforcement de la cohésion sociale et le renforcement et la promotion du dialogue et du respect mutuel entre tous les acteurs.
- L'augmentation de la présence des forces de l'ordre dans la communauté est également préconisée, pour l'aspect social et sécuritaire.
- Pour l'aspect économique ; la création d'emplois ainsi que le développement et le soutien pour la création d'associations, les demandes d'appui technique, de formations et d'appui financier, notamment pour des projets de petits élevages et agricoles
- Pour l'aspect politique ; comment voir les intérêts communs, la prise en considération des avis de la communauté dans la gestion de leur commune et une gestion plus transparente des collectivités décentralisées

1 Compagnie minière exploitant le nickel et le cobalt dans le district de Moramanga

2 Réconciliation

3 Sécurité villageoise

4 Le « dina » est une convention collective des membres d'une communauté ayant pour finalité de vivre en harmonie. Un « dina » s'applique aux membres ayant adhéré et peut avoir l'homologation du Tribunal

- Le renforcement des sensibilisations et des informations sur les différentes lois,
- La diminution de la corruption au niveau des dirigeants, des forces de l'ordre, du tribunal pour gagner la confiance de la population.

2. CONTEXTE

2.1. Introduction

Le « **Projet d'Appui au Processus de Réconciliation nationale et à la Consolidation de la Paix** » (PAPRECOP) est mis en œuvre par SFCG avec le soutien du PNUD, sous tutelle du Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions (MCRI), en étroite collaboration avec les organisations de la société civile et les médias malgaches pour une durée de 27 mois. Le projet PAPRECOP propose de répondre aux besoins en consolidation de la paix identifiés durant la Transition et après les élections de 2013, pour prévenir la résurgence d'une crise politique, économique et sociale. Le projet est démarré par la réalisation de diagnostic de conflits au niveau des communes d'intervention et le présent rapport concerne la commune urbaine de Moramanga et les communes rurales de Morarano Gara, d'Ampasimpotsy, d'Andasibe et d'Ambohibary.

Une mission de diagnostic de conflits a été menée conjointement par quelques membres de la société civile malgache et l'équipe de SFCG Madagascar dans la Région Alaotra Mangoro. Une région qui se situe à l'est du pays et ayant une superficie de 33 441 km. La région Alaotra Mangoro est située sur les hautes terres, à environ 101 km nord-est de la capitale sur la RN 2 (Moramanga). Le chef-lieu de la région est Ambatondrazaka.

En 2006, la région Alaotra Mangoro comptait 1.142.059 habitants⁵ soit 34,15 hab/km². La région est divisée en 5 districts, à savoir le district d'Ambatondrazaka, d'Amparafaravola, d'Andilamena, d'Anosibe an'ala et de Moramanga, et compte 79 communes. C'est une zone variablement importante du fait de sa situation socio-économique spécifique. En effet, elle peut être subdivisée en trois zones : la zone économique du centre (sous-région Alaotra : districts d'Ambatondrazaka et Amparafaravola) caractérisée par la production rizicole, la zone économique du sud (sous-région de Mangoro constituée des districts de Moramanga et Anosibe An'Ala), riche en patrimoine forestier et environnemental, et la zone économique du nord marquée par l'élevage des bovidés et l'existence de zones de pâturage (Nord d'Amparafaravola et Andilamena). Les principaux gisements miniers tels que ceux du graphite, cobalt et nickel sont localisés à Moramanga. L'augmentation des activités minières, surtout avec l'arrivée d'une compagnie exploitant le nickel et le cobalt dans cette zone, engendre une augmentation des conflits. A noter que notre étude s'est portée sur le district le plus vaste d'Alaotra Mangoro qu'est celui de Moramanga et qui représente 28,4 % (9396 km²) de la superficie totale de la région. Le district comprend 21 communes. A titre indicatif, Moramanga dispose d'une forêt naturelle d'une superficie d'environ 114.000 ha et de plantation de pin de Fanalamanga d'une superficie de plus de 60.000 ha qui s'étend jusqu'à Amparafaravola. Les communes choisies pour l'étude sont Morarano Gara, Andasibe, Moramanga, Ampasimpotsy Gara et Ambohibary.



2.2. Objectif d'un diagnostic de conflit

L'objectif du projet PAPRECOP est de contribuer à la prévention des conflits et la sécurité communautaire à travers l'identification participative des sources de conflits, la facilitation du dialogue, des sensibilisations ciblées et un renforcement du système d'alerte précoce local. Pour ce faire, SFCG introduit pour la première fois à Madagascar l'outil de diagnostic de conflits.

Le diagnostic de conflits est une approche et un outil spécifique de l'analyse des conflits. Cette activité sera réalisée régulièrement pendant la mise en œuvre du projet pour (i) comprendre l'évolution et la dynamique des

5 Source : RGPH 1993 - INSTAT ; Monographie des Districts - 2004 ; Cinq Districts de la Région Alaotra Mangoro - 2006

conflits et des opportunités de paix ; (ii) planifier ou adapter les activités du programme / projet sur la base des spécificités du contexte et la dynamique changeante ; (iii) recueillir des informations sur les pistes de solution en faveur d'une paix durable dans la commune ; (iv) veiller à ce que SFCEG et/ou d'autres acteurs ne font aucun mal en exacerbant des conflits et tensions latents (l'approche « Ne pas nuire ») ; (v) et promouvoir le dialogue, la réflexion et la réduction des tensions au sein des communautés.

2.3. Méthodologie

Le diagnostic de conflits a été réalisé à travers 12 Focus Group de Discussion (FGD), 18 Entretiens Individuels (EI) et 556 Questionnaires Individuels (QI). Les participants à ces différentes sessions ont été identifiés avec l'aide des chefs des fokontany, des notables, des représentant(e)s des OSC locales, ainsi que les maires des communes. Des outils ont été élaborés et utilisés comme guide de session de FGD, entretiens et questionnaires. Il est à noter qu'on a utilisé une matrice d'analyse des acteurs durant les FGD (cf. annexe pour les détails méthodologiques).

La méthodologie de ce diagnostic de conflits présente quelques limites :

- La région compte 79 communes sur les 5 districts. Or, le diagnostic n'a été fait qu'au niveau de 5 communes d'un district, ce qui fait que les données ne sont pas représentatives de la région.
- Le diagnostic a été effectué pendant la période préélectorale (communal) représentant ainsi une divergence d'idées et un risque pour certaines personnes interviewées et enquêtées de modifier leurs discours.
- La méthodologie est plus qualitative mais nous pouvons distinguer des tendances au niveau régional.

Le diagnostic a été effectué dans les fokontany ci-dessous :

COMMUNES	FOKONTANY
ANDASIBE	<ul style="list-style-type: none"> • Andasibe • Andasifahatelo • Falierana
MORARANO GARA	<ul style="list-style-type: none"> • Morarano gara • Marovoay • Ambohibolakely
AMBOHIBARY	<ul style="list-style-type: none"> • Ambohibary • Befotsy • Ampitambe • Ankarahara • Antsirinala
AMPASIMPOTSY GARA	<ul style="list-style-type: none"> • Ampasimpotsy Gara • Amparafara
MORAMANGA	<ul style="list-style-type: none"> • Antanamandroso Est et Ouest • Camp des mariées • Tanambao • Tsarahonenana

TABLEAU 1 : Tableau des zones d'études

Aussi, 3 communes sont considérées comme les « communes d'extraction » de la compagnie Ambatovy : communes Ambohibary, Andasibe et Morarano.

3. EVOLUTIONS RÉCENTES DES CONFLITS

3.1. Contexte local

La région Alaotra Mangoro, notamment dans la zone d’Andasibe est réputée pour ses réserves naturelles et ses divers parcs riches en biodiversité. L’Etat s’efforce d’avantage à augmenter les aires protégées (NAP). En outre, Moramanga, un des districts d’Alaotra Mangoro, a été le théâtre de la résurrection de 1947 du temps de la colonisation.

Par ailleurs, la région Alaotra Mangoro regorge de potentialités minières, notamment aux alentours d’Andilamena et de Moramanga. Pour ce dernier, Ambatovy, une société minière exploitant le nickel et le cobalt, a commencé à s’y implanter à partir de 2005. L’arrivée de cette compagnie a changé l’environnement du district et surtout celui des communautés autour de ses zones d’activités. Malgré les actions entreprises par les différentes parties prenantes, des conflits liés à son existence demeurent toujours.

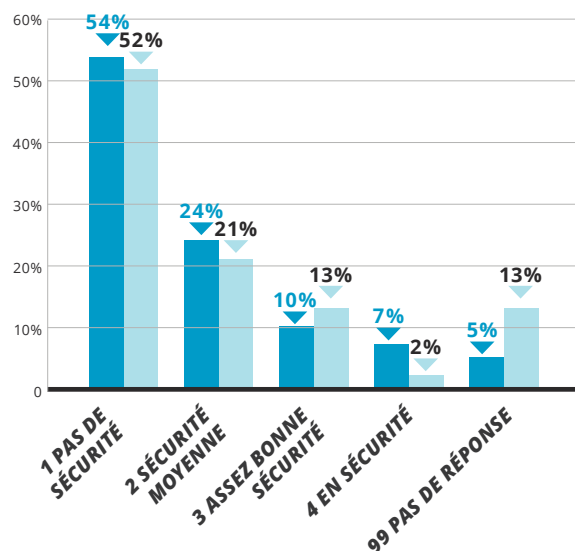
Il y a plusieurs conséquences de l’histoire et contexte dans cette région, particulièrement concernant l’héritage des parcelles de terre. Les terrains existants sont soit pour l’environnement (station forestier, réserve spéciale, parc national, ONG, tany faritany (provdrom), site Ramsar, Chemin de fer...); soit des anciens terrains de colons comme les sociétés Arsène Louys et Cie, la Grande île, l’établissement Izouard ... Le conflit se manifeste entre occupants qui ne sont pas tous propriétaires de terrain. Souvent ce sont des anciens employés des concessions et leurs descendants qui ne sont pas au courant des ententes entre leurs parents et les propriétaires. Ces descendants vendent les terrains qui ne sont pas les leurs car seuls les terrains viabilisés peuvent être vendus. De plus, la plupart des terrains dans la commune d’Andasibe appartiennent à la société d’état du réseau des chemins de fer malagasy, MADARAIL⁶, ce qui complique les problèmes. Malgré l’existence de guichets fonciers pour la mise en œuvre de la politique nationale de la gestion foncière décentralisée, ces problèmes se sont aggravés car ces guichets qui ne sont plus fonctionnels.

Durant les événements de 1947, la population de Morarano a dû prendre fuite dans la forêt. Durant un an, pour survivre, elle a dû cultiver la terre et marquer des parcelles. Le calme revenu ; la population est revenue dans le village. Les terres qui ont été travaillées ont été oubliées. Certaines personnes sont pourtant revenues pour les travailler sans l’aval du reste de la population et ont ensuite affirmé que ces terres leur appartenaient. Ceci a été contesté par les descendants de ceux qui ont marqué les parcelles en 1947. Le partage inégal des héritages constitue également une source de conflit entre les héritiers.

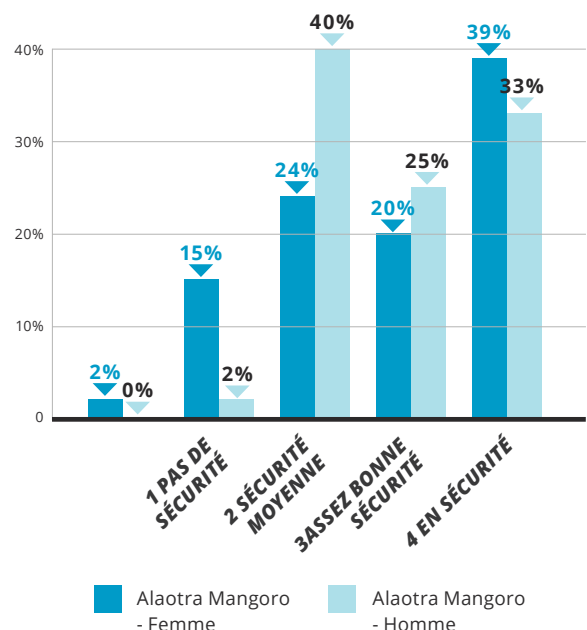
Pour le cas de la compagnie minière Ambatovy, quand cette dernière a procédé aux compensations des terrains utilisés dans le cadre de leurs activités, elle a octroyé directement les compensations aux personnes se trouvant sur le terrain et disposant de documents prouvant qu’elles en sont les propriétaires. Suite à cela, les autres descendants sont informés des transactions effectuées, créant ainsi des différends et des tensions.

GRAPHE 1: Perception de la population sur le niveau de sécurité de la Région Alaotra Mangoro au niveau national et au niveau communautaire

■ PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ AU NIVEAU NATIONAL



■ PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE



6 Société de chemins de fer

Plus de 50% de la population enquêtée tant pour les hommes que pour les femmes trouvent qu'il n'y a pas de sécurité au niveau national. Souvent, ils évoquent des cas liés à la pratique politique, notamment sur les agissements des députés par rapport au contexte actuel, et des cas de certains dirigeants qui ne se préoccupent que de leurs propres intérêts sans considérer la population en général. Paradoxalement, plus de 35% des femmes pensent être en sécurité dans sa communauté alors que la plupart des hommes (35%) trouvent que le niveau de sécurité dans leurs localités est assez moyen. Il est aussi à noter que 15% des femmes disent qu'il n'y a pas du tout la sécurité dans leur communauté contre seulement 2% des hommes.

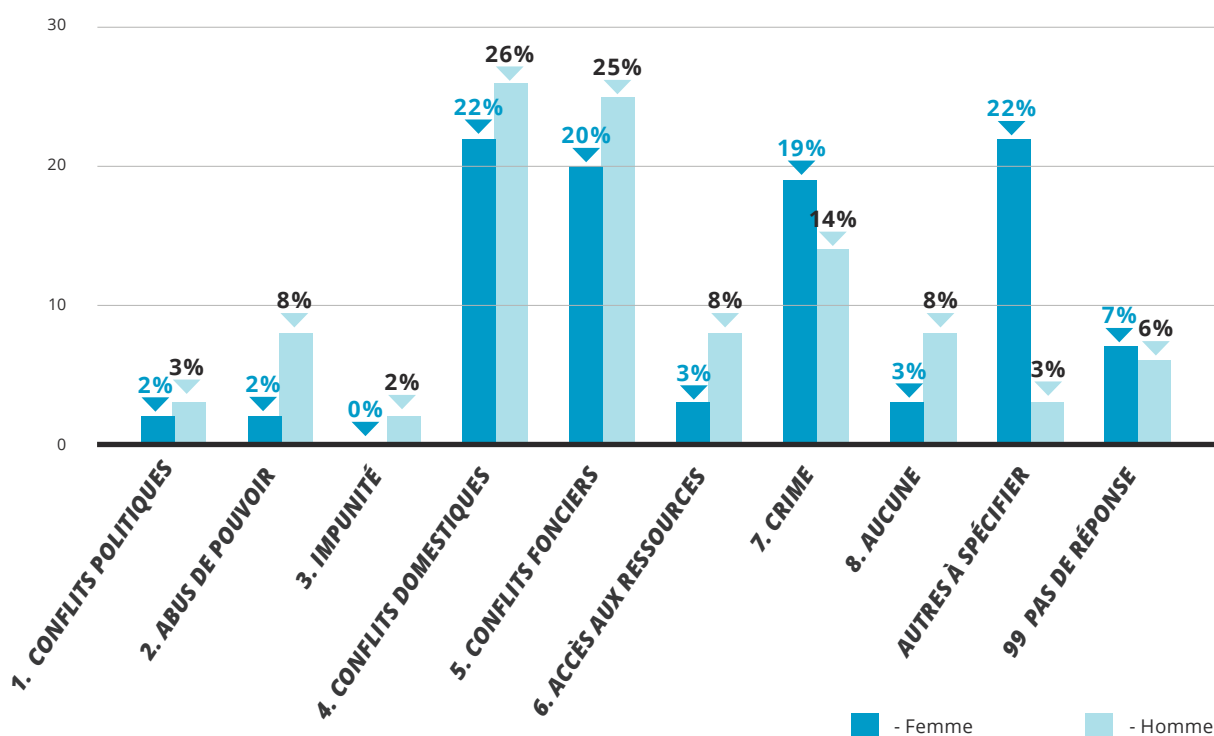
3.2. Les conflits les plus récurrents

Les sessions de FGD et EI menées au niveau des fokontany ont fait ressortir différents conflits nuisant à la cohésion sociale et à la sécurité communautaire.

Les conflits recensés sont :

- les conflits politiques,
- l'abus de pouvoir,
- les conflits domestiques et de voisinage,
- les conflits fonciers,
- l'accès aux ressources économiques et
- le crime en général

GRAPHE 2: Perception des gens sur les conflits qui se manifestent les plus souvent au sein de leur communauté



Les résultats du Questionnaire Individuel (QI) et ceux des FGD ont permis de faire ressortir les conflits les plus impactant à la sécurité et à la cohésion sociale à savoir les conflits domestiques et de voisinages et les conflits fonciers. Dans les communes d'Ambohibary et Ampasipotasy Gare, les conflits fonciers sont les plus récurrents. Pour la commune de Moramanga, ce sont les conflits de voisinage.

Les conflits domestiques et de voisinage se manifestent essentiellement à travers les **mésententes dans les**

familles, les **bagarres**, l'**alcool pour les conflits liés au CBV**⁷, les **conflits entre enfants et impliquant les parents**, et la **violation de la convention collective (dina)**. La **violence verbale** est la manifestation la plus courante en ce qui concerne la population enquêtée, vient ensuite la **violence physique**. Le maire de la commune Ambohibary nous affirme, par exemple, que l'alcool joue un rôle majeur favorisant les altercations verbales. A la moindre frustration ou mécontentement, les acteurs en conflits entrent dans une joute verbale qui perturbe la vie communautaire. Les vacarmes résultants des ivresses sur la voie publique ont été relatés plusieurs fois.

Les conflits fonciers se manifestent sous forme d'**accaparement**, de **vente illicite** ou de **partage inégal des terrains**. Le fait de travailler un terrain pour une certaine période permet à celui qui l'a exploité de demander l'acquisition de ce terrain au niveau de l'Etat (fanajariana⁸). Selon un responsable local dans un entretien individuel, la **corruption** au niveau des forces de l'ordre existe toujours.

*« Nous sommes limités dans notre action car certaines personnes ont des **contacts au sein du gouvernement central** et sont **inatteignables** » confie un autre responsable lors d'un entretien sur Andasibe pour illustrer un cas de corruption.*

A noter qu'environ 85%⁹ de la population d'Andasibe sont concernés par le conflit foncier.

Les **conflits liés** à l'accès aux ressources économiques sont aussi assez conséquents comme, par exemple, les conflits liés aux aides humanitaires. Ces conflits sont surtout liés à la mauvaise interprétation et aux malentendus entre les membres vis-à-vis des appuis financiers apportés à leurs associations. Par exemple, dans le fokontany d'Ankarahara, commune d'Ambohibary, un président d'association nous a confié que certains membres de l'association ont cru que les appuis financiers reçus seraient distribués entre les membres et non pas pour la mise en œuvre d'activités de développement. Suite à cette mauvaise interprétation, certains membres ont manifesté leur colère au président pensant que ce dernier avait gardé l'argent pour lui. Au final, la majorité des membres ont quitté l'association.

Une partie de la population enquêtée déclare également avoir un conflit avec Ambatovy.

Les conflits fonciers et les conflits domestiques sont ceux qui tendent le plus vers la violence.

Le graphe ci-dessus montre que le crime, qui se manifeste principalement à travers les vols, est une principale cause d'insécurité :

- Les vols de toutes sortes : vol à l'étalage, vol domestique, vol des récoltes aux champs/ sur pied, vol de petit élevage et des produits agricoles, vol avec port d'armes
- Coups et blessures volontaires liés à l'alcool
- Destruction des biens communs et publics souvent liée à l'alcool
- Scission sociale : cas du pont de la mort (cf. le tableau en bas sur cause et impact des conflits)

LES CAUSES ET LES IMPACTS DES CONFLITS SUR LA SÉCURITÉ ET LA COHÉSION SOCIALE

Les divergences d'opinions et les inégalités économiques liées aux intérêts économiques sont les principales causes des conflits dans la région.

L'impact des conflits est accentué par l'augmentation de l'insécurité qui favorise par exemple un climat de peur, une méfiance et la scission sociale au niveau de la population.

7 Coup et Blessure Volontaire

8 Le fait de travailler un terrain pour une certaine période permet à celui qui l'a exploité de demander l'acquisition de ce terrain au niveau de l'Etat

9 Chiffres donnés par les hommes lors d'un focus group

TABLEAU 2 : les conflits les plus récurrents : causes et impacts

TYPE DE CONFLITS	CAUSES	IMPACTS SUR LA SÉCURITÉ ET LA COHÉSION SOCIALE
CONFLITS DOMESTIQUES ET CONFLITS DE VOISINAGE	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits de voisinage : la différence de niveau de vie entre favorisés (riches) et défavorisés (pauvres), la jalousie et les rumeurs peuvent contribuer à l'existence de conflits. Voici quelques témoignages ; <ul style="list-style-type: none"> « <i>Si une personne affiche un niveau de vie meilleur que les autres, le voisinage s'empresse de répandre que cette personne a gagné de l'argent en faisant des trafics d'organes</i> » (un jeune du fokontany Ampitambe) « <i>Si un couple se dispute, la rumeur circule que la femme a trompé l'homme avec un salarié d'Ambatovy</i> » (une femme du fokontany Befotsy) « <i>Si on gagne un peu d'argent et qu'on investit dans une maison ou bétails, les gens s'empressent de dire qu'on a fait une magouille avec Ambatovy et que l'argent est un pot de vin</i> » (Chef Fokontany Ampitambe) - La migration crée des tensions entre les nouveaux « venus » et les autochtones. L'arrivée de la compagnie minière Ambatovy a favorisé la migration vers ces communes. - Conflits domestiques qui s'expriment à travers des conflits entre jeunes enfants mineurs en couple dans lesquels interviennent les parents : A titre d'illustration, en cas de dispute, les parents d'une jeune fille enceinte déposent une plainte auprès du fokontany pour viol car ils estiment que le jeune homme que leur fille fréquente l'a violé alors que c'était d'un commun accord qu'ils ont eu de relation sexuelle. - Jalousie sous ses différentes formes - Statut sociaux différents 	<ul style="list-style-type: none"> - Scission familiale : divorce, séparation - Méfiance - Tensions entre différents groupes économiques <p>Certaines catégories de la population pensent que les plus riches dans la communauté sont favorisés et possèdent plus d'avantages sociaux. De ce fait, la catégorie de personnes se qualifiant de pauvre se méfie des activités communautaires qui se déroulent au sein du fokontany. Elles pensent que leur participation ne sera pas reconnue face à celle des riches. Cette méfiance se tourne surtout vers le président du fokontany.</p> <p>A l'exemple de l'affirmation de la moitié des personnes présentes à un focus group du fokontany Ampitambe, commune Ambohibary : «le havana raha misy patsa» est de mise dans notre communauté » (traduction = on n'aide que les personnes à qui on a de l'intérêt, le matérialisme symbolique)... «<i>moi, je ne fais plus confiance au président du fokontany car il a peur des riches et est intimidé par ces personnes au dépens de nous les pauvres à qui il ne communique rien</i> »</p>

<p>CONFLITS FONCIERS</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les terrains appartiennent déjà à des sociétés (Madarail, Izouard, Grande île), à des structures oeuvrant pour la protection de l'environnement (MNP¹⁰, Angap¹¹) ou à des parcs environnementaux, alors que la population dans ces localités est plutôt habituée à exploiter par exemple la forêt pour subsister et d'autres à travailler la terre. Actuellement, très peu de terrain est disponible pour permettre aux gens d'exercer leurs activités agricoles et l'élevage. - Birao Ifotony Fananan-tany¹² (BIF) n'est pas vraiment opérationnel - A cela s'ajoute les conflits avec Ambatovy. Les frustrations concernent l'emploi, la compensation et les interdits sur l'utilisation des ressources. En effet, des discussions entre les personnes compensées et non-compensées ont lieu, cette incompréhension notamment pour ceux qui n'ont pas bénéficié de compensation laisse place à de la jalousie et des questionnements sur le mode de compensation. Des critères de validation et de compensation ont été établis dès le début par Ambatovy. En principe, les terrains touchés par les infrastructures mises en place reçoivent les compensations en tenant compte des évaluations faites par des experts d'Ambatovy. Ces critères restent flous aux yeux des personnes non compensés (et même celles qui en ont reçues, qui relatent les détails de la compensation aux autres sans pour autant comprendre la démarche). Les personnes n'ayant pas reçu de compensation pensent être dans leur droit de demander des compensations selon leur propre perception. <p>La population des communes rurales, dont les AGR¹³ se font autour ou dans la forêt, pensent que leur demande sur la création d'emploi d'Ambatovy à destination des locaux est légitime et justifié.</p> <p>Leur logique est relatée clairement par un habitant du fokontany Ampitambe : « si Ambatovy nous empêche d'aller dans la forêt où on trouve/procure les matières premières, source de notre revenu, Ambatovy doit nous donner une compensation ou au moins nous prendre comme employé pour compenser notre perte de revenu ».</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Des conflits familiaux - Des crimes et règlements de compte - Des actes de sabotage font surface : alors qu'un terrain est légalement titré et borné, certaines personnes malintentionnées enlèvent carrément les bornes. - Dans d'autres cas, les servitudes de passage qui permettent à une partie de la population à accéder à leur village par exemple, sont supprimées par les dits propriétaires du terrain. C'est le cas du fokontany d'Ampasina dans la commune d'Andasibe. - La relation d'entraide entre la population s'est dégradée. Un « chacun pour soi » commence à s'installer dans ces localités. - Pour le cas d'Ambatovy, son mode de compensation sélectif est incompréhensible à la population. Les personnes ayant reçu les compensations discutent et comparent leurs compensations, de même avec celles qui n'en n'ont pas reçues. Ils parlent et les suspicions sur les agents sociaux, avec qui la population est en relation directe, naissent.
---------------------------------	---	---

10 Madagascar National Parc

11 Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées

12 Birao Ifotony Fananan-tany ou guichet foncier communal

13 Activités Génératrices de Revenus

<p>VOLS ET AUTRES CRIMES</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Peu de terrain exploitable pour l'agriculture et l'élevage - Manque de ressources financières - Peu d'offres d'emplois 	<ul style="list-style-type: none"> - Scission sociale - Manque de confiance - Climats de peur au niveau de la population - Le cas particulier du pont de la mort dans le fokontany d'Andasifahatelo, commune d'Andasibe, est à soulever pour illustrer le niveau de d'insécurité communautaire. Au niveau de ce pont très vétuste, de nombreux corps des habitants des villages avoisinants ont été découverts. Les motifs des morts ne sont pas connus : crime ou accident. Une mauvaise perception sur les habitants du fokontany a été induite par la fréquente découverte de ces cadavres. Quand quelqu'un disparaît, on sait d'avance que le corps va apparaître quelques jours plus tard au niveau du pont. Les habitants des autres fokontany avoisinants pensent que les habitants d'Andasifahatelo sont des meurtriers. Leur image a été ternie par ces rumeurs ce qui engendre un manque de confiance de la part des sociétés, par exemple, à leur endroit. La cohésion du village n'est plus ce qu'elle était autrefois. Les habitants ne se font plus confiance et se méfient des uns des autres. Même les gendarmes ont tendance à les accuser sans preuve. Ils menacent même de brûler le village. Les habitants du fokontany se sentent emprisonnés et victimes de la réputation de leur village et se sentent en insécurité totale et vulnérable. - Certains trouvent que le recours au tribunal et aux forces de l'ordre (fitoriana¹⁴) est cher, ils font justice eux-mêmes à travers des vindictes populaires. Ce n'est pas leur problème d'aller en prison, ils n'ont plus confiance dans le système.
-------------------------------------	--	---

La relation d'entraide entre la population n'est pas la même dans la Commune urbaine, les fokontany longeant les routes nationales (2 et 44) et les fokontany des communes Ambohibary et Ampasipotsy Gare. La cohésion sociale dans les fokontany ruraux sont plus en exergue du fait que les habitants dans les villages/hameaux sont de la même famille et rares sont les mpiavy¹⁵. De ce fait, les liens familiaux favorisent la cohésion sociale. Par contre, en ville ou dans les fokontany le long des routes nationales, les liens sont quasi inexistantes en dehors du cercle restreint de la famille. L'implantation d'Ambatovy dans la région exacerbe ce problème car sa présence a favorisé un exode de nouveaux venus issus de différentes régions ; ce qui rend la cohésion sociale plus complexe.

3.3 Analyse des acteurs et leurs niveaux d'influence

Cette catégorisation d'acteurs est obtenue à partir de l'outil d'« analyse des acteurs » utilisé durant les sessions FGD. Les « **vulnérables** » sont les personnes qui sont victimes de la situation conflictuelle. Les « **spectateurs** » sont des acteurs qui ne prennent aucune responsabilité pour aider la communauté dans la gestion des conflits. Les « **acteurs qui peuvent faire la différence** » sont des personnes (physique ou morale) importantes et influentes dans le processus décisionnel. Ils/elles sont même des décideurs. Les « **acteurs à suivre** » sont ceux ou celles qui ont des rôles et attributions importants dans la gestion des conflits, mais qui n'accomplissent pas leurs rôles efficacement (soit faute de moyens ou/et manque de volonté dans l'accomplissement de leur travail).

TABEAU 3 : analyse des acteurs et leurs niveaux d'influence

ACTEURS	NIVEAUX D'INFLUENCE	OBSERVATIONS
CONFLITS DOMESTIQUES ET CONFLITS DE VOISINAGE		
Population, personnes dépourvues, les nouveaux étrangers qui vont s'installer	Vulnérable	Conflits nuisant à la cohabitation dans les communautés
Commune, fokontany, leaders et novateurs, personnes intellectuelles de retour au village	Personne à suivre	« Comme la commune et le bureau du fokontany sont dans le même lieu, le fokontany est alors zappé. Les responsabilités et les prises de responsabilités sont confuses », constate un responsable pendant un entretien individuel pour régler un cas de conflit domestique ou de voisinage à Andasibe
Les autorités traditionnelles et locales, les forces de l'ordre, les religieux, les Tangalamena ¹⁶ , les commerçants charitables	Personne qui peut faire la différence	
Population, les riches orgueilleux, les personnes déçues par la communauté	Les spectateurs	
CONFLITS FONCIERS		
Population, commune, fokontany, les héritiers, les premiers occupants et les nouveaux propriétaires	Vulnérable	Manque d'informations formelles sur le système d'administration foncière favorisant ainsi les accaparements et abus divers
Population : déjà victime ou ayant vécu un conflit avec autrui	Personne à suivre	
Les propriétaires, étrangers, ONG, riches, BIF	Personne qui peut faire la différence	
Commune, fokontany, association villageoise	Les spectateurs	

15 Etrangers, nouveaux venus

16 Les aînés, les sages du village, ce sont également les autorités traditionnelles

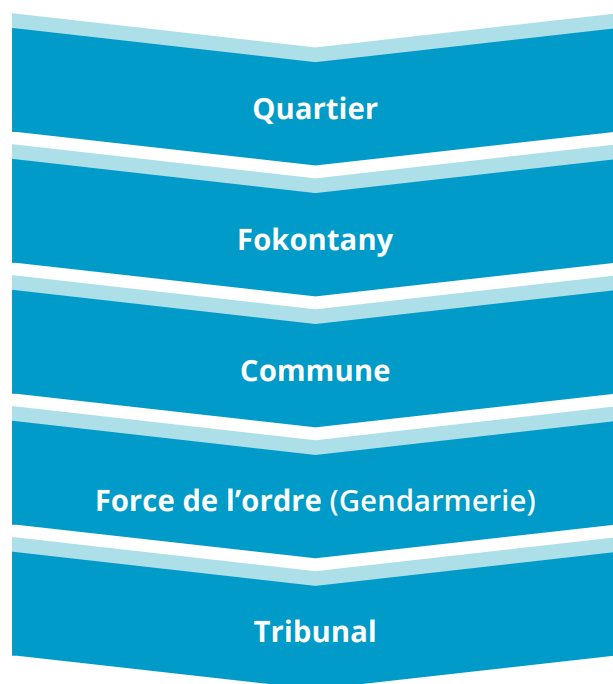
VOLS DIVERS		
Population, commune, fokontany	Vulnérable	Conflits nuisant à la cohabitation dans les communautés
Voisins, les forces de l'ordre	Personne à suivre	
Les forces de l'ordre, chef fokontany, Tangalamena	Personne qui peut faire la différence	<p>« Les chefs de fokontany sont peu considérés actuellement alors que ce sont les principaux acteurs de médiation en cas de conflit », d'après les femmes lors d'un focus group.</p> <p>« Les gens trouvent que le recours au tribunal et aux forces de l'ordre (plainte) coûte cher », d'après un responsable de Moramanga pendant un entretien, « les gens ne font pas confiance au système et font des vindictes populaires ».</p>
OSC locale, tribunal	Les spectateurs	

4. MÉCANISMES POUR LA PAIX

4.1. Capacités en résolution des conflits

La grande majorité de la population affirme avoir recours au dialogue comme mécanisme de résolution de conflit.

Les processus de résolution de conflit dans la communauté se déroulent généralement ainsi :



Les médiateurs de conflits

La pratique de résolution de conflit se fait à 3 niveaux :

- Si le conflit concerne des conflits de voisinage ou domestique, les acteurs en conflit ont recours aux leaders traditionnels. Cette pratique se fait surtout dans les fokontany ruraux de la région.
- Si le conflit n'est pas résolu au niveau des leaders traditionnels, la résolution se fait au niveau du fokontany ou d'une instance plus haute à savoir le maire.
- Si le conflit n'est pas encore résolu à ces niveaux, les parties en conflit peuvent rapporter le cas aux autorités compétentes comme la gendarmerie ou le tribunal. Un président du fokontany de la commune d'Ambohibary explique que certains enjeux liés aux conflits dépassent leurs compétences et qu'ils sont assez limités dans leurs pouvoirs.

Pour illustration, le président du fokontany d'Amparafara se positionne comme médiateur dans les conflits qui se produisent dans son fokontany puisqu'avant d'être le chef fokontany, il a été membre de la commission de la sécurité¹⁷. Il peut avoir l'appui des deux aînés de sa communauté dans la résolution du conflit. Il procède à une enquête auprès des villageois pour comprendre la dynamique de conflits. Dans le cas où aucune solution n'est trouvée, l'affaire est renvoyée à la commune d'Ampasipotry.

Par contre, une autre forme de conflit liée à la catégorisation socio-économique a été remarquée dans certains fokontany à cause des exodes de certaines personnes pour travailler au sein de la compagnie Ambatovy.

Selon les interviewés : « une division sociale se fait sentir dans notre communauté. Les riches sont plus respectés alors que les pauvres ne sont pas considérés... si tu es riche, les gens te respectent et auront plus de considération pour toic'est comme si on voyait deux mondes qui évoluent à deux vitesses. »

Récemment, ce processus de résolution n'est plus très respecté, surtout le pouvoir médiateur des chefs fokontany. Dans le cas des fokontany de la commune Ambohibary (RN44), la mise en place d'un poste avancé de la gendarmerie a induit un changement. En effet, depuis la mise en place de ce poste, certains habitants du fokontany avoisinant préfèrent se tourner directement aux forces de l'ordre pour résoudre leurs conflits quel qu'en soit le degré.

En général, la population préfère éviter la confrontation directe.

Plus précisément, la population de la commune d'Ambohibary porte plainte auprès du chef fokontany en cas de conflit ou bien se résigne si l'altercation peut encore être évitée. En ce qui concerne Ampasipotry Gare, la population enquêtée pense que tout conflit peut être résolu avec le dialogue en présence du chef fokontany ou du chef de village tant que personne n'est lésée ni blessée. Dans ces deux communes, la population manifeste leur colère dans les échanges verbaux, surtout lorsque certains sont ivres. Quant à la commune de Moramanga, occupés par leur travail et leur préoccupation, les habitants optent plutôt pour le dialogue en cas de conflit, sauf si le conflit prend une tournure plus vaste. Dans ce cas-ci, ils ont recours aux forces de l'ordre.

Pour les conflits fonciers, un dialogue est initialement engagé entre les parties en conflits et arbitré par le chef de fokontany avec son comité et les Tangalamena. Des descentes sur terrain sont effectuées pour constater de visu les problèmes de bornage et d'accaparement de terrain. A l'issue de ces processus, un procès-verbal est signé par les parties concernées. Si le dialogue au niveau du fokontany n'est pas satisfaisant, le conflit est traité au niveau des communes avec toujours le Fampihavanana ou le dialogue entre les parties en conflits, avec la médiation du Maire, du conseil communal et des Tangalamena. Quand un conflit n'est pas réglé au niveau de la commune, les parties en conflit emmènent l'affaire au niveau de la gendarmerie qui souvent aboutit au niveau du Tribunal.

Enfin pour les cas d'insécurité, ce sont les Andrimasom-pokonolona¹⁸ et les dina¹⁹ qui sont utilisés au niveau des fokontany et au niveau des communes.

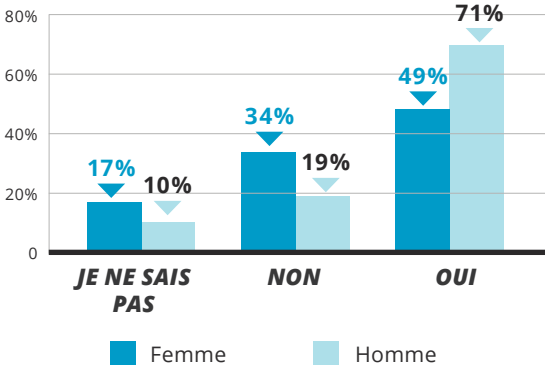
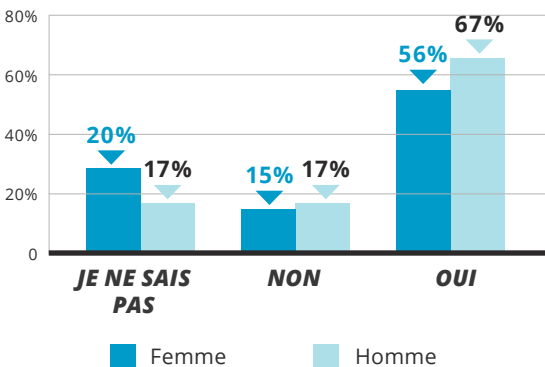
17 Vaomieran'ny fandriampahalemana

18 Sécurité villageoise

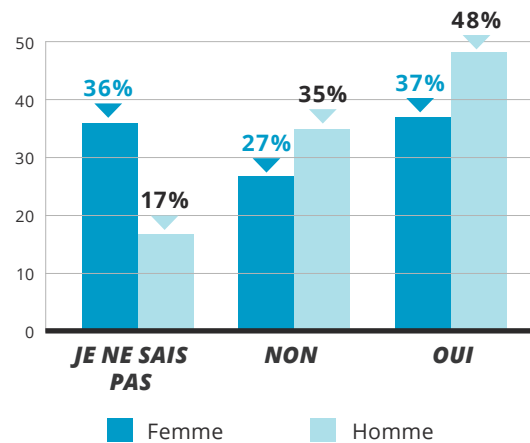
19 Le « dina » est une convention collective des membres d'une communauté ayant pour finalité de vivre en harmonie. Un « dina » s'applique aux membres ayant adhéré et peut avoir l'homologation du Tribunal

4.2. Perception des différents acteurs sur les actions des intervenants sur la résolution des conflits

TABEAU 4 : perception des différents acteurs sur les actions des intervenants

ACTEURS	% POPULATION ENQUETEE AFFIRMANT ETRE SATISFAIT	PERCEPTION												
<p>PERCEPTIONS DE LA POPULATION SUR L'INTERVENTION DES FORCES DE L'ORDRE DANS LA COMMUNAUTÉ</p>	 <p>A bar chart showing the percentage of the population surveyed that is satisfied with the actions of law enforcement. The x-axis has three categories: 'JE NE SAIS PAS', 'NON', and 'OUI'. The y-axis represents the percentage from 0 to 80. For each category, there are two bars: a dark blue bar for 'Femme' and a light blue bar for 'Homme'. The data points are: 'JE NE SAIS PAS' (Femme: 17%, Homme: 10%), 'NON' (Femme: 34%, Homme: 19%), and 'OUI' (Femme: 49%, Homme: 71%).</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Femme (%)</th> <th>Homme (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>JE NE SAIS PAS</td> <td>17%</td> <td>10%</td> </tr> <tr> <td>NON</td> <td>34%</td> <td>19%</td> </tr> <tr> <td>OUI</td> <td>49%</td> <td>71%</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Femme (%)	Homme (%)	JE NE SAIS PAS	17%	10%	NON	34%	19%	OUI	49%	71%	<ul style="list-style-type: none"> - D'une manière générale la population est satisfaite des interventions des forces de l'ordre. Plus de 70% des hommes pensent que la gendarmerie assure la sécurisation des communautés à travers les rondes et les interventions spontanées. Les femmes, par contre, sont moins convaincues de leur efficacité. Ils ont déçu la population ces dernières années. Malgré le fait qu'ils sont censés être des modèles, ils commettent des actes d'effraction comme le trafic de bois d'ébène. - Une partie de la population n'est pas satisfaite des forces de l'ordre. Ils sont qualifiés de corrompus et n'assurent pas les services de proximité. Ils ne viennent dans les fokontany qu'en cas d'arrestation ou pendant les périodes électorales. - Ils sont plutôt préoccupés à la sécurité routière qui leur assure un complément de gain salarial.
Catégorie	Femme (%)	Homme (%)												
JE NE SAIS PAS	17%	10%												
NON	34%	19%												
OUI	49%	71%												
<p>PERCEPTIONS DE LA POPULATION SUR L'INTERVENTION DES AUTORITÉS LOCALES DANS LA COMMUNAUTÉ</p>	 <p>A bar chart showing the percentage of the population surveyed that is satisfied with the actions of local authorities. The x-axis has three categories: 'JE NE SAIS PAS', 'NON', and 'OUI'. The y-axis represents the percentage from 0 to 80. For each category, there are two bars: a dark blue bar for 'Femme' and a light blue bar for 'Homme'. The data points are: 'JE NE SAIS PAS' (Femme: 20%, Homme: 17%), 'NON' (Femme: 15%, Homme: 17%), and 'OUI' (Femme: 56%, Homme: 67%).</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Femme (%)</th> <th>Homme (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>JE NE SAIS PAS</td> <td>20%</td> <td>17%</td> </tr> <tr> <td>NON</td> <td>15%</td> <td>17%</td> </tr> <tr> <td>OUI</td> <td>56%</td> <td>67%</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Femme (%)	Homme (%)	JE NE SAIS PAS	20%	17%	NON	15%	17%	OUI	56%	67%	<ul style="list-style-type: none"> - La plus grande partie de la population est également satisfaite des interventions des autorités locales dans la résolution de conflits ; 56% des femmes et 67% des hommes sont satisfaits avec la performance de leurs autorités locales. On constate un écart important entre les hommes et les femmes sur leur niveau de connaissance des actions des autorités locales. - Selon les communautés, les autorités locales s'efforcent de gérer les problèmes locaux à leur niveau. Ce sont les chefs fokontany et les maires qui sont surtout sollicités. <p>L'accent a également été mis sur l'importance des interventions des autorités traditionnelles.</p>
Catégorie	Femme (%)	Homme (%)												
JE NE SAIS PAS	20%	17%												
NON	15%	17%												
OUI	56%	67%												

PERCEPTIONS DE LA POPULATION SUR L'INTERVENTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE



– Les perceptions de la population sur l'intervention de la société civile sont assez partagées. Une grande partie estime que les différentes associations, ONG et projets contribuent dans la résolution des conflits car travaillant directement dans la communauté. Elles connaissent bien leur façon de vivre de la population locale et sont plus près d'elle. Par contre, une autre frange de la population, se dit ne pas être satisfaite de leurs interventions. La satisfaction sur leur intervention reste donc très moyenne avec 43% de la population enquêtée dont 37% pour les femmes et 48% pour les hommes qui disent être satisfaits. Encore une fois, les femmes ont beaucoup moins d'informations sur les interventions des OSC que les hommes.

PERCEPTION DE LA POPULATION SUR L'INTERVENTION DES POLITICIENS

Selon la population, les politiciens sont là pour leurs propres intérêts. Certains viennent pendant la période de propagande pour distribuer des vivres et des T-shirts, mais une fois élus, ils oublient le peuple qui les a conduits à leurs places.

4.3. Espaces de dialogue

Les espaces de dialogue existent au sein de la communauté. Seulement, les rencontres ne se font pas de manière périodique mais plutôt ponctuelle :

- Réunions de fokonolona : ce sont des réunions dirigées souvent par les Chef de Quartier ou des Tangalamena pour soulever ou régler un problème social. Ce sont surtout les gens de la communauté de base (hameaux ou quartier dans un fokontany) qui participent à ce type de réunion
- Réunions de fokontany : dirigées par le chef de fokontany, avec la participation de toutes les forces vives locales, à savoir, la population, les autorités traditionnelles, les membres du comité fokontany, les membres de la sécurité villageoise...
- Conseil communal : qui est une structure formelle et décentralisée au niveau de la commune, et où l'on procède au dialogue pour régler certains cas de conflits.

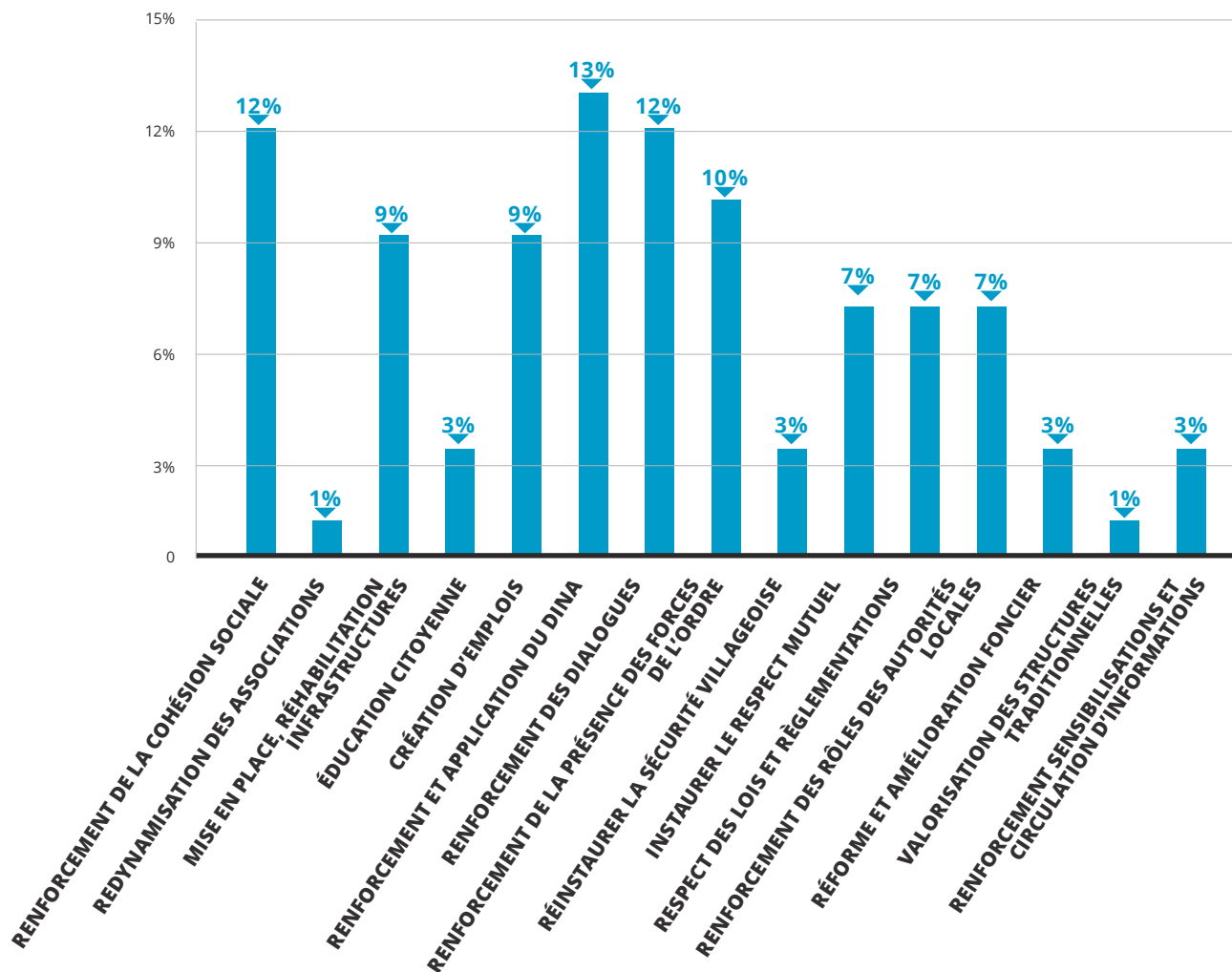
Dans la Région, nous pouvons noter que des éléments rassembleurs existent :

- Les décès
- Les différentes fêtes

- La maladie
- Les naissances

4.4. Piste d'intervention pour la sécurité communautaire et pour la consolidation de la paix

Les participants aux différentes sessions du diagnostic de conflits et les répondant(e)s au QI partagent des propositions convergentes pour résoudre le conflit et pour la consolidation de la paix et de la sécurité communautaire. Le graphe suivant résume les recommandations ayant trait aux facteurs sociaux que la population recommande.



GRAPHE 3 : principales recommandations de la communauté

Quant aux actions à mettre en œuvre pour stimuler l'économie locale, les pistes d'actions sont surtout focalisées, d'une part, à la création d'emploi, et d'autre part, aux demandes d'appui technique (formations) et financier (financement de projets) des activités agricoles et d'élevages.

Bien que la plupart des participants disent ne pas s'intéresser à la vie politique de leur communauté, certains ont quand même suggéré la considération des intérêts communs et celle de la voix du peuple par leurs dirigeants mais aussi la transparence dans la gestion des communes.

5. MÉCANISMES D'ALERTE PRÉCOCE

5.1. Mécanisme existant d'alerte précoce

- Rondes et patrouilles de sécurité des éléments de la gendarmerie pendant la nuit ;
- Le « andrimasom-pokonolona » dans les quartiers où une troupe composée de jeunes hommes assurent la surveillance nocturne à tour rotatif avec seulement des matraques en bois.

5.2. Connaissance des mécanismes d'alerte précoce par la population

- Un contact téléphonique de la gendarmerie est transmis à la population locale (cas d'Andasibe). Celui-ci est accessible à tout moment. Il suffit pour la population de le « bipper » pour être rappelé après.
- L'utilisation du sifflet pour faciliter la mobilisation en cas d'insécurité (jour et nuit) est une pratique commune pour tous les fokontany objet de notre étude.

5.3. Perceptions de l'utilité et de l'accessibilité des mécanismes d'alerte précoce

Les mécanismes d'alerte précoce sont jugés indispensables par la communauté. Des limites sont cependant constatées quant à leur efficacité face à l'ampleur de l'insécurité :

- Les jeunes locaux qui assurent la ronde de sécurité de veille communautaire « andrimasom-pokonolona » se doutent entre eux. Ils se méfient et ont peur réciproquement, ce qui fait que ce mécanisme n'est pas assurée de manière permanente et souvent ne dure pas assez longtemps ;
- La brigade de la gendarmerie est pénalisée par le manque de moyens de déplacement pour se rendre aux fokontany éloignés.

6. RECOMMANDATIONS

6.1. Pour la communauté :

- Renforcement et application du Dina
- Renforcement de la cohésion sociale
- Renforcement et la promotion du dialogue et du respect mutuel entre tous les acteurs
- Augmentation de la présence des forces de l'ordre dans la communauté est également préconisée, pour l'aspect social et sécuritaire

6.2. Pour SFCG et pour le projet PAPRECOP:

- Pour que ses interventions soient crédibles, SFCG et sa mission doivent être plus connus auprès des populations.
- Focaliser les actions au niveau des principaux acteurs de sécurité : population, forces de l'ordre, OSC et autorités locales.
- La mise en place de plateformes de dialogue favorisant une communication efficace entre tous les acteurs locaux.
- Une approche par fokontany et non par commune serait idéale pour les activités communautaires.
- Lors de la mise en œuvre des activités du projet, pour éviter la méfiance de la communauté, il serait préférable d'appliquer la transparence et la participation en communiquant toutes les décisions prises concernant la

communauté directement lors d'une assemblée villageoise ou d'autres pour ne pas donner le sentiment de privilégier un groupe par rapport à un autre.

6.3 Pour les PTF et pour les autres intervenants :

- Selon les populations, il faudrait que les ONG soient plus du côté du peuple : employer la communauté locale et recenser les secteurs qui servent vraiment les besoins de la population.
- Coordination des interventions pour une meilleure communication avec les communautés.

6.4. Pour l'Etat malagasy :

- Renforcer les sensibilisations et les informations sur les différentes lois notamment les statuts fonciers et leurs applications.
- Renforcer les structures d'encadrement et de coordination telles que les BIFs et relancer les projets de bornage gratuit pour les conflits fonciers.
- Améliorer les infrastructures : éclairage public, infrastructures sportives et de loisirs.
- Pour les dirigeants et les forces de l'ordre, gagner la confiance de la population en diminuant la corruption

ANNEXES : BIBLIOGRAPHIE ET MÉTHODOLOGIE

Bibliographie

- Rapport de précision : ONG SAHA (**Soa Afafy Hampahomby ny ho Avy**) sur la « promotion des moyens de subsistance durables dans les régions menabe, androy, analamanga ». Janvier 2015
- Monographie de la Région Alaotra Mangoro, sur le site développé par le CREAM monographiemada.com
- Guidance note for the conflict scan methodology – ILT SFCG –march 2015